



à la salle Résonance
Malguénac
de 9 h à 14 h

Rencontres Eau du Morbihan

Comment concilier ressource en eau et développement ?
L'eau, clé de la résilience, au cœur des questions d'aménagement

En présence de Emma HAZIZA, hydrologue, Fondatrice de Mayone,
centre de recherches appliquées dédié à l'adaptation climatique
«Un degré de conscience» - franceinfo

Le 8 décembre 2022



service public d'eau potable

Déroulé de la matinée

Animation par le cabinet de conseils en transitions Auxilia, qui a également assisté Eau du Morbihan dans la préparation de l'événement

Objectifs : partager les constats, mais aussi identifier des solutions concrètes et outils pour agir

- ① Bernard Le Breton, maire de Radenac, président de Pontivy communauté et Vice-Président Ressource de EDM va « planter le décor » pour identifier ensemble les défis et enjeux.
- ② Table Ronde, avec Emma HAZIZA, hydrologue, intervenant notamment chaque samedi sur France info dans la chronique « un degré de conscience »,
- ③ D'autres exemples concrets et retours d'expérience sont inventoriés dans une synthèse fournie à l'accueil, et seront présentés par le Bureau d'études Auxilia.
- ④ Synthèse et perspectives

Introduction – DISCOURS DE DOMINIQUE RIGUIDEL, Président de Eau du Morbihan

Bonjour à toutes et à tous,

Nous sommes très heureux de vous accueillir aujourd'hui pour les premières « Rencontres Eau du Morbihan ». Nous allons commencer par remercier Dominique GUÉGAN, Madame La Maire de cette belle commune de Malguénac. Dominique a en effet, bien voulu nous faire partager sa salle Résonance pour débattre sur un sujet d'actualité : Comment concilier ressource en eau et développement ?».

Nous avons aussi la chance d'accueillir l'hydrogéologue reconnue et écoutée Emma HAZIZA, et nous la remercions d'avoir accepté d'être le grand témoin de cette rencontre.

Permettez-moi en préambule de revenir sur le contexte :

- *Une sécheresse en 2022 qui a pris naissance en novembre 2021 et des périodes de fortes canicules accentuant ce phénomène*
- *De l'eau potable, indispensable à nos besoins, bénéficiant d'une gestion anticipée de la ressource, mais aussi des infrastructures.*
- *Une organisation efficace en termes de solidarité et de mutualisation de longue date dans le Morbihan.*
- *Une coordination et une collaboration exemplaires entre les différents producteurs d'eau ayant permis d'éviter toute rupture, même si nous ne sommes pas passés très loin.*
- *Un changement climatique évident auquel s'ajoute une attractivité du territoire, qui n'est plus à démontrer, et qui nous amène à constater une pression sur la ressource en eau.*

Tous ces éléments sont des signaux forts qui imposent une accélération à la mise en œuvre opérationnelle de mesures essentielles pour s'adapter au changement que nous vivons actuellement. Nous devons donc nous interroger sur l'accès à l'eau pour tous demain :

- *eau potable pour les particuliers,*
- *eau pour les entreprises,*
- *eau pour le monde agricole.*

A cet effet, nous ne pouvons pas ignorer le risque de conflit d'usage qui va devenir de plus en plus réel, si nous n'anticipons pas sur les besoins et si nous n'adaptions pas les usages, les consommations, les aménagements et le développement. Eau du Morbihan prend et continuera à prendre sa part dans cette adaptation, dans le cadre des compétences qui lui sont confiées par ces membres, dont beaucoup aujourd'hui présents en font partie.

Pour rappel, parmi nos membres nous retrouvons :

- *11 communautés de commune et d'agglomération,*
- *2 syndicats,*
- *10 communes,*

Avec notre compétence « production et transport », nous avons une couverture de 199 communes. Avec notre compétence « distribution », nous couvrons 107 communes.

Actuellement, le syndicat Eau du Morbihan diversifie les ressources exploitables entre eaux souterraines et eaux superficielles. Nous adaptions aussi nos infrastructures de production d'eau, notamment nos usines, et optimisons notre réseau d'interconnexions. Nous nous coordonnons, bien entendu, avec les autres producteurs d'eau du département. Toutefois, nous pouvons mobiliser uniquement sur la ressource disponible, d'où l'interrogation : Pourra-t-on alimenter tout le monde demain ?

Je citerais dès à présent les propos de Thierry BURLLOT à l'une des tables rondes du congrès des maires du Morbihan qui a eu lieu à Pontivy fin octobre : « Actuellement en Bretagne, on a besoin de 300 millions de m³ d'eau pour 3,4 millions d'habitants. On nous annonce une Bretagne à 4 millions d'habitants. Il va nous falloir trouver entre 50 et 60 millions de m³ d'eau supplémentaires si nous souhaitons rester à des niveaux de consommation que l'on connaît aujourd'hui. »

Si nous nous ramenons ces propos sur le territoire actuellement géré par Eau du Morbihan, le besoin annuel estimé pour 2030 s'élève à 38 M de m³ soit 5 Mm³ de plus qu'actuellement.

Comme vous le savez, Eau du Morbihan n'est pas compétent en aménagement et encore moins, en urbanisation. Il n'est pas question d'être donneur d'ordre et encore moins d'être donneur de leçon, néanmoins, ce sera difficile et nous ne pouvons agir seuls. Nous pensons qu'à ce stade, qui n'est encore qu'une réflexion, une interrogation, chacun a un rôle à jouer, à son niveau et dans son domaine de compétences. **Le rôle de chacun sera déterminant dans la préservation de la ressource et dans l'intégration de sa gestion.**

D'où notre interrogation du jour : « **Comment concilier ressource en eau et développement ?** »

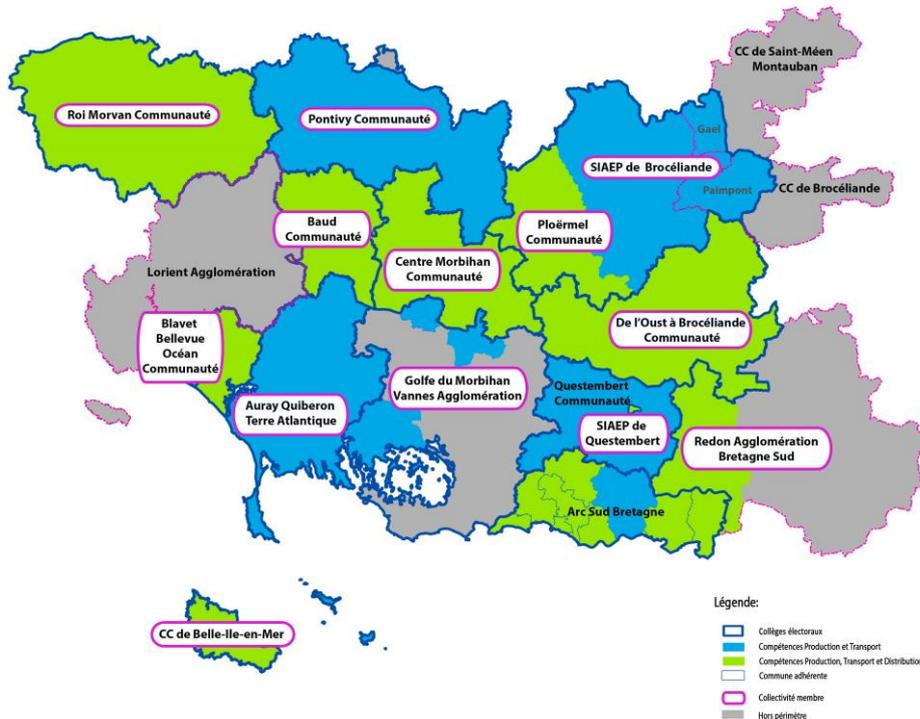
Quels sont les leviers pour la préserver à la source et pour l'économiser au robinet ?

L'eau, notre eau, est une richesse indispensable devenant la clé de la résilience et donc au cœur des projets d'aménagement de notre GRAND territoire. En cette matinée, en présence d'Emma HAZIZA, nous allons partager les enjeux qui nous attendent pour demain. Nous allons échanger sur les contraintes afin, et c'est le but, d'avancer pour trouver des solutions ensemble.

Nous devons en effet être collectivement en capacité d'accueillir de nouvelles populations, ainsi que de nouvelles activités économiques, tout en respectant les équilibres entre les besoins et les ressources.

Voilà, j'ai essayé de vous décrire les perspectives de cette matinée qui va être animée par le Cabinet Auxilia Conseil, qui nous a accompagné pour la préparation de ces Rencontres Eau du Morbihan

Périmètre et compétences de Eau du Morbihan



Séquence 1. Contexte, défis et enjeux collectifs pour Eau du Morbihan et les acteurs du territoire Bernard LE BRETON, vice-Président en charge de la Ressource, Eau du Morbihan

Objectifs : Planter le décor, donner quelques chiffres clés et repères, partager les défis et enjeux, ciblant principalement la capacité à fournir de l'eau potable

Quels sont les défis en matière d'eau potable et d'alimentation des populations ?

- Défis et enjeux qui concernent toutes les collectivités, et pas uniquement le service d'eau potable = fournir de l'eau pour tous, de qualité et en quantité suffisante, dans un contexte de changement climatique et de besoins croissants en eau
- Auxquels s'ajoutent des défis sanitaires et de renforcement des normes et l'enjeu de la gestion patrimoniale, du renouvellement des réseaux et infrastructures pour conserver des services performants.

Prélèvements par usages = quelques chiffres clés en Morbihan ?

- Chiffres publics de la BNPE (base nationale sur les prélèvements en eau) à partir des données de gestion des redevances des agences de l'eau
- 85 % des volumes prélevés pour l'eau potable, mais qui dessert aussi des industries et activités économiques industrielles ou agricoles

Zoom sur Eau du Morbihan = quelle est la stratégie de Eau du Morbihan pour la gestion de la ressource et son partage ?

- 80 % d'eau de surface / 20 % d'eau souterraine,
- Prélèvements et unités de production réparties sur l'ensemble du territoire
- Une stratégie de mobilisation de la ressource basée sur :
 - o La diversification entre eau superficielle et souterraine
 - o La mobilisation prioritaire des ressources souterraines, de proximité mais peu disponibles et exploitables (faibles capacités)
 - o Complétées par des unités de production d'eau superficielle, qui assurent la desserte locale et au-delà,
 - o Maillées entre elles par un réseau de transport de sécurisation et d'interconnexions pour
 - Compléter la production locale,
 - Sécuriser l'approvisionnement en cas de casse, panne ou arrêt pour travaux,
 - Assurer l'approvisionnement en tout point du périmètre et aux différentes périodes pour faire face aux besoins, en mutualisant et partageant la ressource disponible
 - Soulager certaines ressources déficitaires ou à préserver en période d'étiage et de sécheresse, et ne mobiliser que les ressources disponibles : ne pas ajouter une surexploitation des ressources à une situation naturellement tendue (ne pas ajouter de crise à la crise)
- Ce réseau d'interconnexions et de sécurisation est la « marque de fabrique de Eau du Morbihan » et fait sa force
- Il présente également un « effet pervers » = chaque territoire compte sur le réseau d'interconnexions et l'apport des secours et compléments aux ressources locales, pour son développement. Si tous les territoires ont cette même démarche = limite de l'exercice

(consommation de la marge de sécurité : tout le Morbihan ne peut pas rouler avec la roue de secours !)

- Des adaptations et projets sont déjà identifiés et programmés pour optimiser le partage de la ressource disponible, tel qu'un nouveau feeder (canalisation de gros diamètre) entre Baud et Brech
- Mais le réseau a des limites et contraintes hydrauliques
- Il ne fait que transporter de l'eau produite qui a elle-même été prélevée : la clé, c'est la ressource = Sans elle, il n'y a pas d'eau à mettre dans les tuyaux

Qui consomme l'eau du service public ?

- Il est indispensable de bien connaître les consommations et comportements des différentes catégories d'abonnés, pour cibler les démarches de communication et de sensibilisation aux économies d'eau : des observatoires sont en cours de développement, notamment au sein du projet régional De l'Eau pour Demain dont fait partie Eau du Morbihan
- Pour les particuliers, des économies sont possibles, sans impacter le confort : mousseur, douchette économique, récupérateur d'eau de pluie, avec un retour d'investissement très rapide dans la plupart des cas.
 - En cette saison 2022 si particulière, exercice théorique : si chaque morbihannais avait réduit le temps de sa douche d'une minute (10 litres) = $770\,900 * 10\text{ l} = 7\,709\text{ m}^3$ économisés chaque jour (partant du principe que chacun se lave tous les jours...)
- Des initiatives existent chez les professionnels
 - Programme ECOD'O porté par la CCI, dont Eau du Morbihan est partenaire (comme Lorient agglo et GMVA)
 - Enquête chez les éleveurs organisée par la Chambre d'agriculture, projet d'audit dans un échantillon d'exploitations (partenariat Eau du Morbihan - Chambre) ...

Des besoins en augmentation ... quelle limite ?

- Sur le périmètre de Eau du Morbihan, les volumes mis en distribution ont progressés de + 3 millions de m³ entre 2013 et 2020
- L'évolution à 2030 selon une estimation faite en interne est estimée à + 5 millions de m³ supplémentaires, uniquement liée à l'augmentation de la population
- La tendance actuelle de « travailleur des villes vers télétravailleur des champs » va-elle perdurer ? Les prévisions d'accueil de population de l'INSEE vont-elles se confirmer ?
- En plus de cette évolution globale, estimée sur l'année, il faut tenir compte des besoins de pointe, qui conditionnent le dimensionnement des ouvrages et infrastructures
 - Au pic de consommation = de 145 000 m³/j en 2020, le besoin journalier de la semaine de pointe est estimé à près de 165 000 m³/j en 2030
 - Soit un besoin journalier, en pointe de + 20 000m³/j, équivalent à la production quotidienne de la nouvelle usine d'Ar C'Hastell à Sainte Anne d'Auray

Quels leviers pour les services d'eau potable ?

- Des leviers techniques, de mutualisation, de diversification de la ressource
- Des ressources alternatives ? Stockage ? dessalement ? qui nécessite des choix politiques en lien avec les questions de développement
- Une sensibilisation des abonnés aux économies d'eau = à relayer par toutes les collectivités, qui doivent être exemplaires
- Des observatoires des consommations pour mieux cibler les besoins, les évolutions et les actions

Quels autres leviers pour faire face aux besoins ?

- Diapo qui tente de balayer les autres leviers possibles

- Le développement de nouvelles infrastructures d'eau potable se heurte aux questions de coûts et de tarifs, de délai de réalisation (procédure), mais surtout de disponibilité de la ressource (ça ne sert à rien de faire des usines et des canalisations s'il n'y a pas d'eau !)
- Les projections de l'INSEE interrogent sur le développement et notre capacité à faire face, pour l'eau, comme pour d'autres services (assainissement, déchets, énergie) ou d'autres problématiques (foncier, logement)
- La ressource deviendra rare, et n'est pas inépuisable. Eau du Morbihan dispose de stock dans des barrages, qui ont aussi contribué à éviter une rupture de l'alimentation par le passé et en particulier en 2022 : faut-il créer d'autres réserves ? encore faut-il pouvoir les remplir... Dans tous les cas, il convient de préserver nos ressources et de les protéger
- Cette résilience passe par les leviers de la consommation et de la sobriété, du recyclage et de la réutilisation des eaux, mais aussi par des conceptions d'aménagements et de politique de développement intégrant la dimension eau, de façon plus systématique, voire systémique, et plus importante, pour :
 - o limiter les consommations (économies dans les bâtiments publics, utiliser l'eau recyclée pour l'arrosage ...)
 - o privilégier l'infiltration (recharge des nappes) plutôt que l'évacuation rapide ...
 - o et bien d'autres solutions et actions qui seront présentées au cours de la matinée, sous forme de retour d'expériences concrètes

La préservation des ressources et l'accès à l'eau, c'est donc l'affaire de tous ?

- Panorama rapide et général pour montrer qu'il ne faut pas tout attendre du service d'eau en général (et de Eau du Morbihan en particulier), qui ne pourra pas faire face seul, sans politiques d'accompagnement portées par chaque collectivité dans son domaine d'intervention
- Le facteur limitant reste la ressource en eau, inégalement répartie sur le Morbihan
- Entre sécheresse et changement climatique VS augmentation des populations et des besoins, la question se pose : allons-nous vers un déficit structurel de la ressource ?
- Collectivement, il nous faut éviter la guerre de l'eau, anticiper et nous adapter.

Ce qu'il faut retenir :

- Les Eaux du Morbihan sont un exemple de la solidarité d'action, en témoigne le réseau d'interconnexion très important entre les communes du territoire. Un réseau d'interconnexion construit à une période où nos besoins étaient beaucoup plus faibles, pour faire face aux difficultés connues (c'était une roue de secours). Mais aujourd'hui les besoins sont beaucoup plus importants.

Les réseaux morbihannais sont ultra-sollicités. L'arrêté cadre a permis d'avoir une vision partagée à l'échelle départementale. Des secteurs sont particulièrement préoccupants, notamment au regard du contexte, avec une augmentation de la population sur le territoire (5 millions de m³ à trouver pour 2030). Comment faire pour distribuer l'eau et conserver un niveau nécessaire pour le milieu dans un contexte d'augmentation de la population ?

Le réseau morbihannais observe de bons indices au regard de ses unités de production (peu de perte).

- Leviers importants de la REUSE. Aspect réglementaire peut interpeller les agences de santé. Comment les particuliers peuvent réutiliser leurs eaux pluviales ? Via des puits perdus ? mais comment tarifier cette eau dont on ne maîtrise pas les volumes ? On réinterroge l'ensemble de nos politiques. Il est nécessaire d'avoir une approche globale (de l'aménagement, de nos documents de planification) et des démarches de sobriété.
- Poursuite des actions de sensibilisation auprès des habitants (les morbihannais consomment moins que la moyenne nationale) et des actions engagées auprès de la Chambre d'Agriculture.

Séquence 2. Table ronde « La gestion de l'eau : de la prise de conscience à l'action », échanges avec la salle, discussions

Emma HAZIZA, hydrologue, fondatrice de Mayane

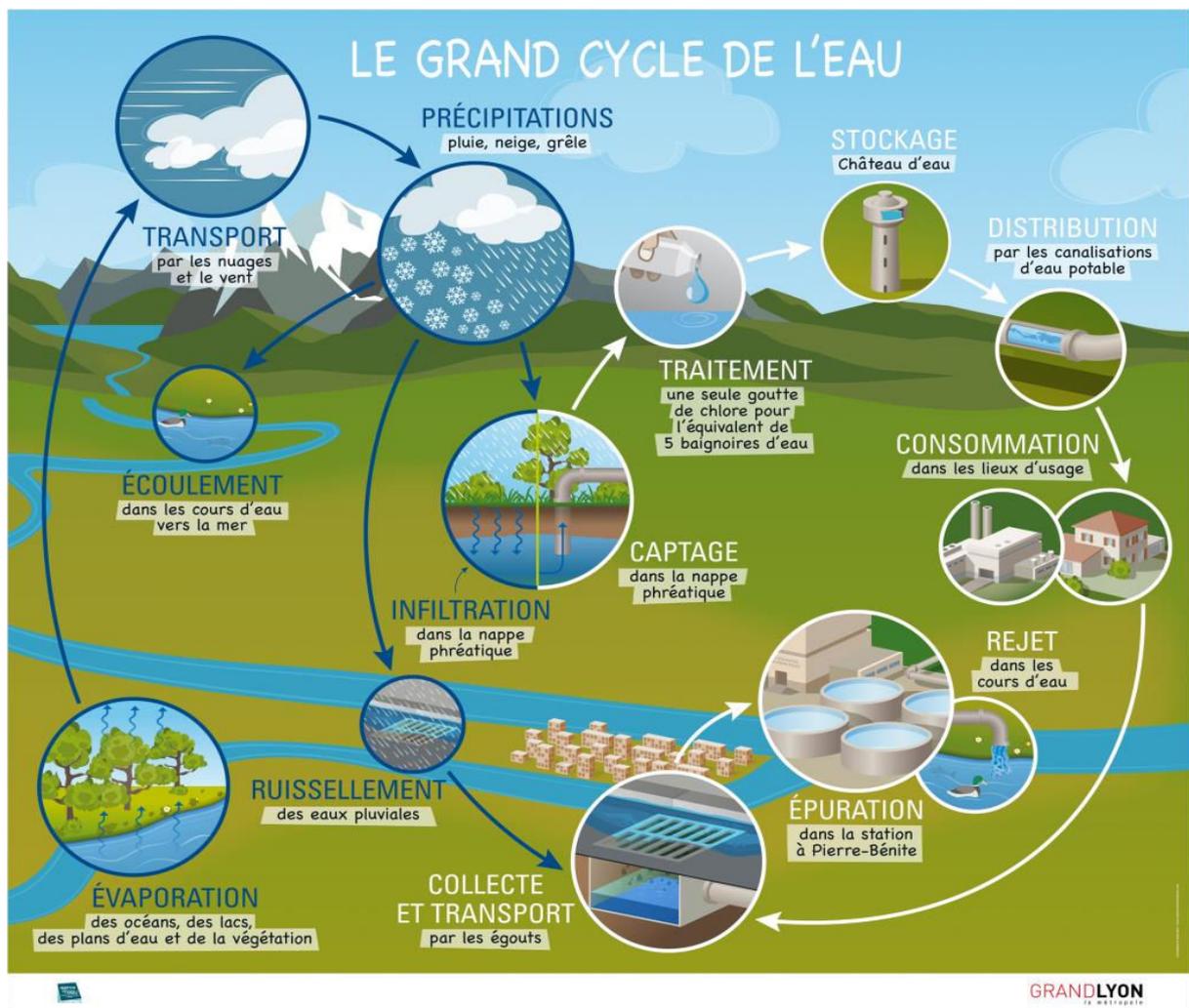
Dominique RIGUIDEL, Président de Eau du Morbihan

Animée par Stelly LEFORT, directrice de l'expertise Eau & Biodiversité, Auxilia conseil

Intervention d'Emma Haziza – observatrice des ressources en eau

Présentation du Grand Cycle de l'eau. 3 impacts majeurs de l'homme sur ce cycle de l'eau :

- Transfert de l'eau (moins d'eau dans les nappes qu'initialement)
- Artificialisation des sols
- Réchauffement climatique (influence l'évaporation)



En 2022, la recharge des nappes ne s'est pas faite en hiver. Les mois de printemps ont été très chauds et on a observé une canicule à partir de juin. Les vagues de chaleur ont mis la France sous pression. La canicule, telle qu'elle s'est produite dans le grand ouest, avait 1% de se produire dans les conditions thermiques naturelles. C'est une **anomalie thermique**. On a également des anomalies thermiques

positives en Arctique (donc plutôt dans l'hémisphère nord). Aujourd'hui, il fait doux en octobre, quelque chose est en train de se transformer en France.

La France est le pays qui se réchauffe le plus vite dans le monde. La France est néanmoins un pays tempéré donc on ne s'est jamais posé la question du manque d'eau. On a désormais découvert que la ville de Nantes pouvait manquer d'eau (à cause du bouchon vaseux qui a presque atteint le niveau de la station d'épuration). En Bretagne, où le milieu géologique est fissuré, l'eau va s'évaporer plus rapidement. Il va donc falloir **penser cette ressource intelligemment**. La réduction de la quantité d'eau est complètement envisageable : utilisation des eaux de pluie pour les toilettes (...) Il y a quelque chose à réinventer au travers de notre consommation. L'eau qui va nous manquer, c'est celle qu'on ne voit pas : l'eau d'ailleurs, consommée pour la fabrication de nos vêtements, la production de nos aliments... **Plus on va consommer local, plus on va se protéger face au manque d'eau d'ailleurs.**

Il existe des micros cycles au sein du cycle de l'eau (fonction des milieux). Si on perd nos zones humides, les sols fertiles capable de permettre l'infiltration de l'eau, l'effet de continentalité ne se fait plus et le cycle est rompu. Il faut donc jouer intelligemment : autant les retenues de substitution ne sont pas la solution, autant **les retenues collinaires sont intelligentes** (mais attention à ne pas en construire partout, si non il n'y aura plus d'eau dans nos fleuves). Avoir des sols fertiles, c'est avoir des sols qui captent le CO₂, l'eau...

Comment prendre en compte l'eau, capter la question de l'eau ? L'eau dans les sols est à la base de leur fertilité mais les sols sont aujourd'hui beaucoup moins capables de capter de l'eau. Il s'agirait de **capter la fertilité de ces sols pour évaluer la capacité de résilience des territoires**. Plus on va étendre nos villes, plus l'imperméabilisation sera forte, moins l'eau pourra pénétrer dans les sols. **Il y a néanmoins la possibilité d'agir sur l'infiltration** (création de noues...). Elle est indispensable dans la mesure où le sol pourra ainsi filtrer l'eau, qui alimentera les rivières à travers la nappe. Les **solutions partent des territoires**.

Par ailleurs, des solutions de récupération d'eaux de pluies (...) existent. Quels coûts pour ces solutions ? Beaucoup de personnes alimentent leurs jardins avec de l'eau potable. Ça pose question. Il est nécessaire de récupérer l'eau intelligemment afin de l'utiliser pour de bons usages.

La Bretagne, un refuge pour les grosses chaleurs ? Comment concilier préservation de la ressources et alimentation des nouveaux habitants ? La Bretagne est relativement préservée pour le moment. Néanmoins, on observe une confrontation entre des masses d'air beaucoup plus chaudes, et d'autres beaucoup plus froides. On ne peut donc pas dire qu'on sera préservé d'une forte hausse des températures dans les années à venir. Il est nécessaire d'anticiper cette situation. Alors qu'on observe de plus en plus de piscines sur le territoire, l'idée de la ville de Nice pourrait être reprise : faire payer plus cher pour le remplissage des piscines. Cela a permis la rénovation des tuyaux et le comblement des fuites.

Il y a des choses à réinventer : **un prix de l'eau gradué en fonction des revenus ? vraie question qui viendra derrière la question du prix de l'énergie**. Permet de favoriser les ménages les plus démunis. Les industriels, eux, arriveront sans doute derrière. Ce n'est pas les cas dans certains pays du sud (Inde : industrie textile... qui s'appuie sur une quantité d'eau colossale). En France : préservation des usages prioritaires. Les quantités d'eaux nécessaires pour la production d'énergie est préoccupante (centrales nucléaires, extraction du pétrole, du charbon, barrages...). La question de l'eau pose des questions géopolitiques stratégiques. 80% de nos cours d'eau voient les rejets des villes sans filtre préalable.

Aussi, peut-on conjuguer développement du territoire et préservation de la ressource ? A notre échelle, on accélère le changement climatique. Des solutions existent mais il va falloir en inventer de

nouvelles. Il faut qu'on réfléchisse intelligemment à la manière dont on aménage nos territoires. Végétalisation des toits ? des toits blancs ? Quels points de blocage ? La réglementation. **Beaucoup de territoires veulent innover mais sont contraints. Les niveaux règlementaires doivent bouger. Il existe également des freins psychologiques** : « on peut toujours revivre des années froides, ce n'est pas pour nous... » On est désormais en train de comprendre que ça va nous toucher, que l'Europe va se transformer (sécheresse en Belgique, au Luxembourg). La question de notre adaptation c'est une question de rythme. Nos nuages sont beaucoup plus puissants, impactant... en raison du réchauffement de l'atmosphère et suivent des périodes de sécheresse plus ou moins longue en fonction de notre territoire.

Est-ce que ces vagues de chaleurs sont conjoncturelles ? Les sécheresses arrivent par cycle (effet Jacob). On a toujours eu ces séries. Mais on a depuis des projections qui nous montrent que ça ne va pas se reproduire. Effet de seuil ? ces effets peuvent avoir des impacts majeurs, sur la fonte des glaces notamment. Les sécheresses sont palpables partout. On ne peut plus s'appuyer sur l'excédent de pluie en hiver et au printemps : l'évaporation cause des sécheresses terribles. De plus, on ne contrôle pas l'eau, qui peut représenter un vrai risque.

Que peut faire le syndicat à son échelle ? **Quid de la désalinisation ? Ce n'est pas une solution durable.** L'extraction d'eaux salées ne permet la récupération que de 20% d'eaux potables et la désalinisation demande énormément d'énergie. C'est une nécessité pour des pays comme le Maroc : ils n'ont plus le choix. Mais on retrouve également des problématiques liées à la salinité pour les eaux aux alentours des usines et aux produits chimiques rejetés.

La parole à la salle :

- Antoine Pichon, président du bassin versant du Blavet : il faut aussi penser à protéger le milieu, car notre milieu est sensible. On a énormément de ruisseaux qui étaient à sec, encore cet été. Il faut que les agriculteurs modifient leurs pratiques. Il faut développer les petites retenues collinaires. Il faut payer l'eau à son vrai prix. La réglementation est souvent bloquante : la récupération d'eaux de pluie est parfois impossible. Quid d'une personnalité morale pour les fleuves ?
 - ➔ Témoignage de ce qu'on arrive à faire. Ce que vous avez dit nous parle beaucoup. Un cours d'eau au Chili vient d'obtenir le statut de personnalité internationale : à protéger ! Il faut aller vers une personnalité juridique aux milieux cruciaux.
- Stéphanie Doyen, maire d'une commune sur l'île de Quiberon. Des concitoyens n'adhèrent pas tous aux discours alarmistes. C'est l'intérêt que représente la crise sur le territoire (rupture d'eau potable + incendies) : une prise de conscience majeure. Regrets : retard de l'arrêté de sécheresse. Ce n'est pas acceptable, les services de l'Etat auraient dû anticiper. Cela participe d'un déni collectif qui est usant. Quand est ce qu'on va pouvoir lever le tabou de l'agriculture ?
 - ➔ Des arrêtés sont pris en France, ce n'est pas le cas partout dans le monde. Comme aux échecs, on doit avoir deux coups d'avance : promotion d'un tourisme durable...

Questions des bassines : vrai débat en France. Il faut travailler sur ce sujet à froid, après une prise de recul. Il existe pour le moment une étude sur le sujet, qui n'intègre pas le changement climatique, datée et commandée par un lobby privé. Avec les bassines, on va perdre en qualité, en quantité (évaporation), alors que laisser l'eau en sous-sols permet

de préserver sa connexion avec la rivière. Cependant, les bassines permettent de dépasser les arrêtés préfectoraux...

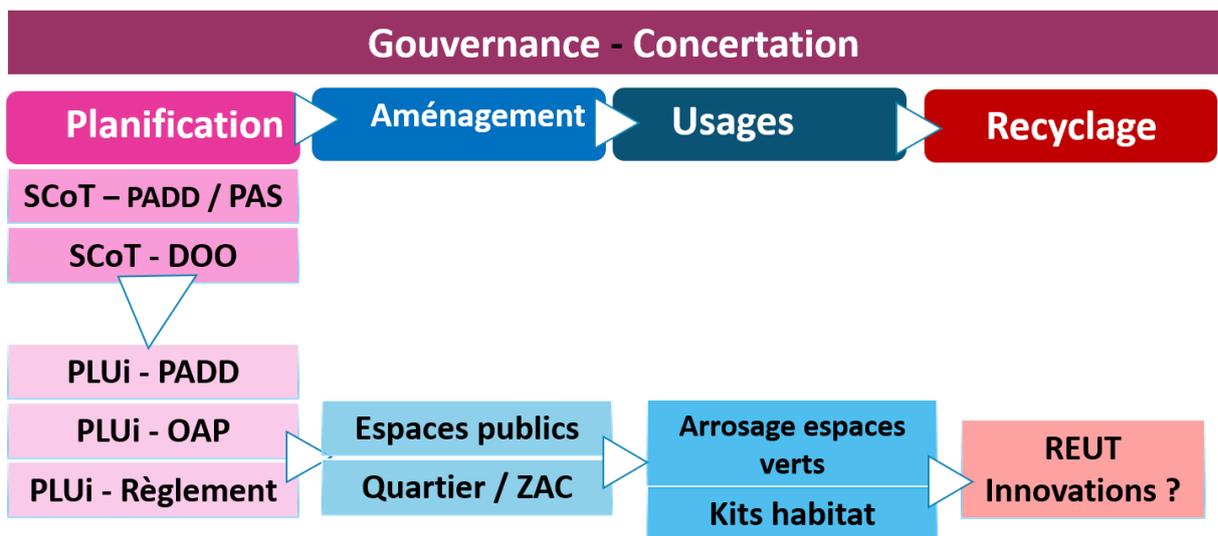
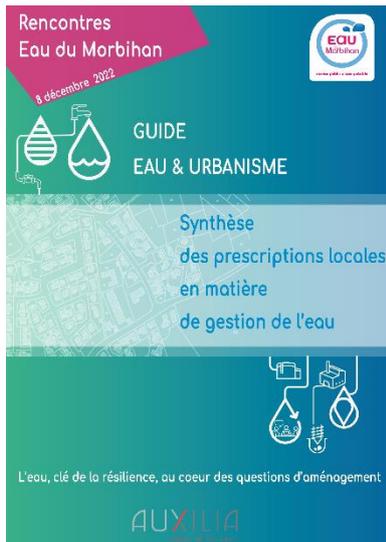
Le maïs est également une question cruciale. On est dépendant de ce maïs (production de cosmétiques, d'emballages plastiques, de papiers, alimentation du bétail...). Ce sont des questions complexes : on doit décorréliser la politique de l'eau des autres politiques parce que c'est une question cruciale. Quelle affectation des terres ? C'est une question de choix ! Il faut redonner du sens à nos actions (manger moins de viande, local...). 85% de la biomasse mondiale est représentée par le bétail. C'est inquiétant, dans la mesure où on observe 20% d'augmentation de la part de viande dans l'alimentation des chinois.

- Président d'une Communauté de Commune et agriculteur : le sol a complètement évolué. Il faut opérer un changement. Il faut une agriculture en lien avec le sol et pour ça il faut des financements. La PAC va complètement à contre-sens.
- Prise de conscience de l'impact d'une consommation carnée. 1kcal = 1 litre d'eau mais 4 fois plus pour 1kcal carnée. On doit se recentrer vers une assiette locale.
- Agricultrice : ne pas oublier la nature des sols et la vocation de l'agriculture locale.

Séquence 3 – Panorama des prescriptions locales en matière de gestion de l'eau, guide eau et Urbanisme. Présentation de retours d'expériences et exemples concrets d'intégration de la gestion quantitative dans des projets d'aménagement

Adeline THOMAS, directrice de projet Stratégies de territoire et transitions, Auxilia Conseil

Cf. diaporama de la séance



Synthèse et perspectives - Emma HAZIZA et Dominique RIGUIDEL

Il est nécessaire de sortir des clivages. On impose des modes de fonctionnement « novateurs » qui ne sont pas en adéquation avec les territoires. Il faut prendre une voie au service de l'intelligence territoriale, du milieu. Vous êtes une terre d'attraction : le territoire est attractif l'été, comme l'hiver... on doit retrouver du sens et cela doit se traduire dans tous nos choix (de consommation...). Il faut mettre en avant les initiatives locales... qui partent de vous (et de vos choix) !

L'eau est avant tout un atout. Il faut mettre l'eau au cœur des politiques d'aménagement. Il nous faudra travailler sur la ressource, les économies à réaliser... et aider le monde économique à repenser son modèle. Il nous faudra réfléchir à la question du prix. Il nous faudra instaurer un dialogue permanent, associer Eau du Morbihan à la confection des SCOT (...) pour orienter l'aménagement du territoire dans la bonne direction.

Dominique Riguidel :

Nous arrivons au terme de cette matinée de sensibilisation, de partage du diagnostic et des possibilités d'agir. L'eau n'est pas seulement un problème d'eaux usées, d'eaux pluviales ou encore d'inondations. De même, l'ensemble des documents de planification et d'urbanisation sont certes des exercices réglementaires contraints, mais je pense qu'ils peuvent également au moment de leur élaboration voire, de leur révision, être le support adéquat pour mettre l'eau au cœur des questions de développement et d'aménagement.

L'approche doit être sans aucun doute transversale. J'ai bien noté plusieurs idées très intéressantes dont il faudra s'inspirer avec des perspectives et des objectifs, car le syndicat EdM ne pourra pas donner de l'eau seul surtout l'eau qu'il n'a pas !

En effet, il faudra travailler sur la ressource mais aussi

- *Sur les économies à réaliser par des comportements adaptés des usagers.*
- *Il faudra aider le monde économique pour la réutilisation de l'eau traitée, notamment dans l'agro-alimentaire (alors que c'est compliqué aujourd'hui sur le plan réglementaire),*
- *Il y aura lieu d'aider le monde agricole à repenser son modèle et expérimenter de nouvelles pratiques pour favoriser la sobriété.*
- *Et sûrement faudra-t-il sensibiliser sur le prix de l'eau en revisitant nos tarifs (ce qui est devenu rare est cher) je fais simplement le parallèle avec ce que nous vivons actuellement sur l'énergie.*

Il me semble indispensable de bénéficier d'une collaboration et d'un partenariat entre les EPCI et les producteurs d'eau en particulier Eau du Morbihan sur l'ensemble de ces sujets. Il faudra instaurer un dialogue permanent, associer Eau du Morbihan aux projets stratégiques ainsi qu'à l'élaboration des SCOT.

Il y aura lieu de renforcer les réunions des commissions locales instituées sur le périmètre de Eau du Morbihan à l'échelle des EPCI pour échanger sur l'actualité en matière de développement.

Peut-être dédier des réunions avec une composition configurée selon le souhait des territoires pour évoquer les questions de stratégies, les orientations d'aménagement et les économies d'eau. En tout cas nous avons la volonté de faire évoluer les esprits !

Le guide présenté dans la dernière séquence et les fiches de synthèse des retours d'expériences vous a été remis à votre arrivée, sous format papier et sur une clé USB. Ces documents seront mis en lignes sur le site de Eau du Morbihan pour que chacun puisse poursuivre sa réflexion et puisse s'engager à son niveau.

N'hésitez pas à prendre contact avec les différents porteurs de projets, leurs coordonnées figurent dans les fiches.

Quoi qu'il en soit, Eau du Morbihan est aux côtés de l'ensemble des collectivités pour accompagner votre développement et vos aménagements sur le sujet de l'eau. Le contexte de changement climatique et la raréfaction de la ressource doivent nous alerter sur les limites imposées par la disponibilité de la ressource, à l'avenir.

J'espère que cette matinée riche en intervention aura permis d'apporter des éléments de réflexions et des retours d'expériences utiles.

Merci pour votre participation et la qualité des échanges

Merci à Emma Haziza

Merci à Bernard le Breton

Merci au cabinet AUXILIA pour son accompagnement